Argentine : on demande de juger Macri pour sa participation directe au coup d'État en Bolivie

Buenos Aires, 12 juillet (RHC) La Centrale des Travailleurs de l'Argentine (CTA) a demandé d'enquêter auprès du gouvernement de Mauricio Macri au sujet de l'envoi d'armes en Bolivie pour soutenir le coup d'État de 2019 alors que les preuves de l'arrivée d'armes sous la présidence de la présidente de facto de Jeanine Áñez s'accumulent.

Dans un communiqué intitulé "La Bolivie : Macri et ses sbires doivent être enquêtés et jugés", l'organisation syndicale argentine a assuré que "Les documents publiés hier en Bolivie montrent qu'en novembre 2019, les putschistes de ce pays ont reçu d'Argentine du matériel militaire pour réprimer la résistance populaire".

Le Ministère de la Défense bolivien a confirmé que le document original, qui prouve que le gouvernement de Macri a envoyé du matériel répressif à l'appui du coup d'État, était dans les archives de la Force

Aérienne, et qu'il porte le sceau et la signature de la Mission Navale Argentine en Bolivie.

Le ministre de la Défense, Edmundo Novillo, a précisé hier soir que le gouvernement de Jeanine Añez a autorisé l'entrée de personnel et d'armes de guerre argentins le 13 novembre 2019.

Lors d'une conférence de presse, Novillo a expliqué que l'autorisation d'arrivée de l'avion à l'aéroport international d'El Alto avait été accordée par le ministère des Affaires étrangères pendant la gestion de l'ex-présidente de facto.

Áñez a été proclamé le 12 novembre 2019 et elle a pris possession de son cabinet dans la nuit du 13 novembre, après avoir reçu l'autorisation de l'arrivée du C-130 de l'armée de l'air argentine, ce qui lui a valu d'être directement responsable de la gestion de l'autorité autoproclamée.

La collaboration du gouvernement de Macri avec le coup d'État de Bolivie en 2019, qui a mis fin à la présidence d'Evo Morales, va bien au-delà de l'envoi d'une dizaine de gendarmes pour protéger l'ambassadeur, comme l'a prétendu, pour se justifier, la présidente du PRO, Patricia Bullrich.

D'après un rapport établi par le Ministère de la sécurité, le matériel de guerre envoyé était plus important que celui que le chef de l'armée de l'air bolivienne avait remercié pour sa note.

L'ancien président Macri a qualifié de "déraisonnable l'accusation du gouvernement de Luis Arce de soutenir le "coup d'État" contre Morales en ayant soi-disant envoyé du "matériel de guerre" à La Paz au milieu de la crise sociale et politique qui a eu lieu en novembre 2019.

Dans son manifeste, la CTA soutient que les preuves irréfutables présentées par le gouvernement de Luis Arce montrent que Macri savait à l'avance qu'un coup d'État était en préparation contre le président de l'époque.

De même, l'absence d'enregistrement de l'opération au ministère des Affaires Étrangères de notre pays, indique qu'il s'agissait d'une opération tramée dans l'ombre par le gouvernement de Macri et qui a été articulée avec la même manœuvre exécutée par le gouvernement de Lenín Moreno en Équateur, a-t-il dit.

Source Prensa Latina

---

https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/263619-argentine-on-demande-de-juger-macri-pour-sa-participation-directe-au-coup-detat-en-bolivie

Radio Habana Cuba